

Service risques et installations classées  
12-14 rue des Archives  
94000 CRÉTEIL

Créteil, le 06 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AIR FRANCE INDUSTRIES**

2 avenue du Maréchal Devaux  
94 310 ORLY

Référence : DRIAT-IF/UD94/2023/PESSPVMO/AJ/N°260GR  
Dossier n°: 94-20059 2011/0123  
Code AIOT : 0006506525

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement exploité par la société AIR FRANCE INDUSTRIES implanté 2 avenue du Maréchal Devaux à ORLY. L'inspection a été annoncée le 11/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les conditions hydro-météorologiques exceptionnelles de l'année 2022 ont conduit à généraliser, au cours de l'été, la mise en œuvre du dispositif de gestion de la sécheresse sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Des situations d'étiage sévère des cours d'eau ont été rencontrées sur l'ensemble des bassins. Pour faire face à cette situation, des arrêtés de limitation des usages de l'eau ont été pris dans l'ensemble des départements métropolitains.

Dans ce cadre, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a engagé une action nationale « sécheresse » visant à évaluer les économies déjà réalisées avant la prise de restrictions complémentaires ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre au sein des établissements, et à recenser les installations ne disposant pas de prescriptions dédiées dans leurs arrêtés préfectoraux.

L'inspection du 25/05/2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR FRANCE INDUSTRIES
- 2 avenue du Maréchal Devaux 94310 ORLY
- Code AIOT : 0006506525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

AIR FRANCE INDUSTRIES exploite, dans l'enceinte de l'aéroport d'Orly, des installations dédiées à la maintenance des avions gros porteurs de la flotte d'AIR FRANCE et d'autres compagnies aériennes. La maintenance de ces aéronefs est réalisée dans des hangars autour desquels gravitent de nombreuses activités telles que : travail mécanique des métaux, dégraissage, peinture, lavage de pièces...

A partir de 2005, le site a connu des restructurations importantes, modifications, déplacements ou suppressions d'activités, démolitions et reconstructions de bâtiments qui ont conduit périodiquement à revoir le classement des activités du site.

Les différentes installations classées sont réparties dans plusieurs bâtiments :

- Bâtiment 22 Constellation : Atelier de démontage et remontage de moteurs ;
- Bâtiment 34 : Atelier de démontage et de remontage de moteurs, atelier de dégraissage ;
- Bâtiment 36 : Atelier moteurs, bancs d'essais ;
- Bâtiment travées : Atelier de démontage et de montage des moteurs, atelier de peinture de pièces détachées, atelier d'usinage ;
- Bâtiment 55 : Atelier moteur ;
- Bâtiments 61-70 : Stockage de produits, stockage de kérosène (5 cuves enterrées à double enveloppe de 10 m<sup>3</sup> (40 tonnes), non classées) ;
- Bâtiment 74 : Station de traitement des effluents industriels ;
- Bâtiments HN3 et HN5 : Ateliers de maintenance et réparation des avions ;
- Bâtiment 97 et parc 106 : Zone déchets.

Le classement du site est présenté en annexe 1 du présent rapport.

Les installations sont réglementées par les arrêtés suivants (AP initial = 26/11/1987) :

- L'arrêté préfectoral du 15/02/1991 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10/05/2007 (traitement de surface et rejets aqueux) ;
- l'arrêté ministériel du 02/02/1998 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/01/2000 (TAR) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/07/2006 (TAR) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 06/12/2006 (contrôles inopinés) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/12/2009 (RSDE) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/04/2010 (zone déchets) modifié par APC du 15/11/2012 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/07/2011 (surveillance de nappe, bât 34) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/10/2014 (IED et garanties financières) ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 28/07/2014 (bâtiment HN5/67. Délivré à ADP) ;
- l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2563 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- actions mises en place en cas de sécheresse
- visite du bâtiment jonction (single roof)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ✓ les observations éventuelles ;
  - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Rétention	Arrêté Préfectoral du 15/02/1991, article 31	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse – Gestion équilibrée	Code de l'environnement du 25/05/2023, article R211-21-1	/	Sans objet
2	Sécheresse – relevés hebdomadaires	Autre du 25/05/2023	/	Sans objet
3	Sécheresse – Réduction consommation	Autre du 25/05/2023	/	Sans objet
4	Sécheresse – Limitation des rejets	Autre du 25/05/2023	/	Sans objet
5	Sécheresse – Transmission des relevés	Autre du 25/05/2023	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Sécheresse – Mise en œuvre de mesures particulières	Autre du 25/05/2023	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

AIR FRANCE INDUSTRIES a déjà mis en place des mesures permettant une bonne gestion de la consommation d'eau. Des pistes d'amélioration sont encore en cours d'étude.

Lors de l'inspection du bâtiment Jonction (ou Single Roof), la présence d'une fontaine à solvants nouvellement mis en place a été constaté.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Sécheresse – Gestion équilibrée

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/05/2023, article R211-21-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour la mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux objectifs fixés par l'article L. 211-1, les volumes d'eau dont le prélèvement est autorisé permettent, dans le respect des exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population, de satisfaire ou de concilier les différents usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource.
<b>Constats :</b> Le site est autorisé à consommer, à partir du réseau public, 180 000 m <sup>3</sup> /an (condition 1 de l'AP du 10/05/2007), mais pour 2022, la consommation totale du site (qui comprend des bâtiment d'AFI, SPIE et Energisme) a été de 46262 m <sup>3</sup> , soit pour les activités seules de AFI de 29778 m <sup>3</sup> . Cette consommation est en baisse constante depuis 5 ans : 2018 = 53 641 m <sup>3</sup> 2019 = 35078 m <sup>3</sup> 2020 = 32168 m <sup>3</sup> 2021 = 31078 m <sup>3</sup> 2022 = 29778 m <sup>3</sup>  Soit une diminution de 45 % en 5 ans, pour l'ensemble des activités AFI. Elle a été de 60 % pour le bâtiment 34 où se situe les installations de dégraissage.  Conformément au disposition de l'article R211-21-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Sécheresse – relevés hebdomadaires

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 25/05/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Relevés hebdomadaires de ses prélèvements et de la consommation d'eau, en cas de sécheresse.
<b>Constats :</b> L'exploitant relève les compteurs d'eau une fois par mois. La condition 35 de l'AP du 10/05/2007, prévoit que les compteurs d'eau soient relevés régulièrement, que le résultat soit enregistré et tenu à la disposition de l'inspection. Aucune disposition supplémentaire n'est prévu en cas de sécheresse. L'exploitant pourrait mettre en place un relevé hebdomadaire, mais seulement sur le compteur en entrée du site et pas sur tous les compteurs présents en entrée des bâtiments.  En cas de sécheresse, l'exploitant ne réalise pas des relevés hebdomadaires des prélèvements et de la consommation d'eau. Ce n'est pas prévu par ses arrêtés préfectoraux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Sécheresse – Réduction consommation

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 25/05/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau en cas de sécheresse.
<b>Constats :</b> Des actions sont prévues ou déjà réalisées pour économiser l'eau sur le site : Actions côté immobilier : Relevé et surveillance des des compteurs ; Remplacement des robinets de douche et lavabo = passage d'un débit de 12-18 litres/min à 6-8 litres/min ; Mise en place de robinet d'urinoir à détection ; Pas d'arrosage des espaces verts Actions côté industriel : Surveillance des compteurs de l'installation de dégraissage SLETI ; En 2019 = la mise en place d'une sonde de conductivité sur les cuves de rinçage de la SLETI a permis d'économiser 20 000 m3/an. L'eau des cuves est changée moins souvent ; En 2020-2022 = étude du schéma des eaux industrielles du site suite à la rétrocession de certains bâtiments et à la construction de nouveaux. C'est à dire faire le bilan qualitatif et quantitatif des effluents industriels, étudier les moyens de traitement disponibles (station physico-chimique du bâtiment 74 et décanteur déshuileur du bâtiment 60), émettre des propositions de restructuration (sécuriser le fonctionnement, améliorer les performances épuratoires, mise en place d'une station zéro rejet) ; En mai 2023 = nouvelles démarche engagée pour augmenter la conductivité dans les cuves de rinçage de la SLETI. Des pistes d'amélioration sont en projet : Optimiser la cartographie des compteurs d'eau du site ; Vérifier l'état du réseau d'eau potable ; Étudier l'opportunité d'utiliser les eaux pluviales  En cas de sécheresse, l'exploitant met en œuvre des mesures de réduction des prélèvements et de la consommation d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Sécheresse – Limitation des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 25/05/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures de limitation des rejets polluants et de renforcement de la surveillance des rejets en cas de sécheresse.
<b>Constats :</b> Tous les rejets u site transite par la station physico-chimique du bâtiment 74. Les rejets se font par bâchée, 2 à 3 fois par semaine. Si le site est prévenu à l'avance, les effluents pourraient être stockés sur le site pendant 15 jours pour ensuite ? Être rejeté peu à peu Être envoyé en destruction, mais les rejets seraient déportés sur l'installation de traitement qui potentiellement rejette ses effluents dans le même fleuve.  En cas de sécheresse, l'exploitant ne met pas en œuvre de mesures de limitation des rejets polluants et de renforcement de la surveillance des rejets. Mais ce n'est pas demandé dans ses arrêtés préfectoraux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Sécheresse – Transmission des relevés

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 25/05/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmission des relevés hebdomadaires des prélèvements et de la consommation d'eau à l'inspection sur l'ensemble des périodes d'alerte, alerte renforcée ou crise.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne transmet pas les relevés hebdomadaires de ses prélèvements et de sa consommation d'eau à l'inspection toutes les semaines, sur l'ensemble des périodes d'alerte, alerte renforcée ou crise. Ce n'est pas demandé dans ces arrêtés préfectoraux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Sécheresse – Mise en œuvre de mesures particulières

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 25/05/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédures générales en cas de passage du seuil de vigilance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en œuvre de mesures particulières lors du passage du seuil d'alerte, alerte renforcée et/ou crise.
<b>Constats :</b> En cas de sécheresse, l'exploitant ne met pas en œuvre de mesures particulières lors du passage du seuil d'alerte, alerte renforcée et/ou crise.
<b>Observations :</b> Le site Internet donnant l'état d'alerte des cours d'eau est PROPLUVIA : <a href="http://Propluvia-Accueil(developpement-durable.gouv.fr)">Propluvia - Accueil (developpement-durable.gouv.fr)</a> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/02/1991, article 30/01/1900
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels. En particulier, à tout stockage ou dépôt de liquides inflammables, dangereux ou toxiques, et d'une manière générale à tout stockage ou dépôt de liquides susceptibles de provoquer une pollution de l'eau ou sol, sera associée capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grans réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. A capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du nouveau bâtiment jonction, la présence d'une fontaine à solvants, sans rétention a été constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Annexe 1 – Classement du site

Rubriques	A, E, D, DC	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
1185-2-a	DC	Fabrication, emploi, stockage de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE n°842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009. Emploi dans des équipements clos en exploitation. Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg.	2441 kg
1978-5	D	<b>Solvants organiques</b> (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant(1) est supérieure à 2 t/ an.	11 t/an
2560-B-1	E	Travail mécanique des métaux et alliages, autres installations que celles visées au A, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 1000 kW.	1162 kW
2563-1	E	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage dégraissant associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en oeuvre dans le procédé étant supérieure à 7 500 litres.	108 767 litres
2564-1-c	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. Hors procédé sous vide, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 200 litres, mais inférieur ou égal à 1500 litres, pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques.	1300 litres
2565-4	DC	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564 et du nettoyage-dégraissage visé par la rubrique 2563. Vibro-abrasion, le volume total des cuves de travail étant supérieur à 200 litres.	1330 litres
2575	D	Emploi de matières <b>abrasives</b> telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.	50 kW
2713-2	D	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux</b> non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1000 m².	600 m²
2714-2	D	<b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois</b> à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³.	130 m³
2718-1	A	<b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux</b> , à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	20 tonnes



Rubriques	A, E, D, DC	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
2790	A	<b>Installations de traitement de déchets dangereux</b> , à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2770, 2792, 2793 et 2795. Ateliers de charge d'accumulateurs, lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	800 m <sup>3</sup> /j
2925-1	D	<b>Ateliers de charge d'accumulateurs</b> , lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	60 kW
2930-1-a	E	<b>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules</b> et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant supérieure à 5000 m <sup>2</sup> .	43 372m <sup>2</sup>
2930-2-b	DC	<b>Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules</b> et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. <b>Application, cuisson, séchage de vernis</b> , peinture, apprêt, sur véhicules et engins à moteur, la quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j.	13 kg/j